

**Mener une action juridique et/ou judiciaire nécessite de se procurer les textes de droit en vigueur pour les analyser, faire ressortir les points de droit sur lesquels l'action pourra s'appuyer, dégager les aspects qu'on souhaite faire évoluer, les interprétations qu'il est nécessaire d'arriver à imposer, etc. Cette fiche présente à pour objectifs de donner quelques sites et autres sources de références.**

**Le Site Internet de La Justice :** <http://www.just.fgov.be>

Il est le site officiel pour trouver un texte de droit ou une jurisprudence. Il donne notamment accès :

- aux **textes en vigueur** : constitution, codes, lois (publiées et en préparation), règlements, conventions collectives, traités internationaux,
- à la **jurisprudence** : belge (conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, cour de cassation, Cour des comptes).

### Les personnes ressources pour la recherche de l'information

La recherche d'informations juridiques mobilise du temps et n'est pas forcément une tâche facile. Il peut donc être efficace de passer par certains interlocuteurs, à même de communiquer les textes, pour faciliter le travail.

Il est par exemple possible de demander aux **élus** de se procurer et de transmettre les textes recherchés : à son député pour une loi ou un projet de loi, à un conseiller régional pour une délibération que l'on a du mal à trouver, etc. Ces démarches permettent par ailleurs d'amorcer le travail de pression auprès de ces interlocuteurs qui initieront parfois le dialogue pour connaître les raisons de cette demande de communication de documents.

De même, les **professeurs** et les **étudiants en droit** peuvent être des personnes-ressources utiles dans l'accès aux textes de droit, aux décisions des tribunaux ainsi qu'à certaines analyses qui ont déjà pu être faites. Les recueils de jurisprudences, les codes, des revues juridiques peuvent également être consultés au sein des **bibliothèques des universités de droit**. Dans certaines **associations** qui défendent les droits des personnes, vous trouverez aussi des conseils très judicieux en lien avec la réalité de terrain.

Les professionnels du droit, notamment les **avocats**, sont également des interlocuteurs importants. Dans la plupart des cas, ils sont abonnés aux revues juridiques permettant de suivre l'évolution du droit dans tel ou tel domaine. Il peuvent donc constituer des relais pour accéder aux textes recherchés et le feront d'autant plus facilement lorsqu'ils seront convaincus que le travail collectif d'analyse fait par l'association, le groupe ou le collectif peut leur permettre de passer moins de temps à l'élaboration du dossier.